

RAPPORT ANNUEL FINANCIER 2015

Table des matières

INTRODUCTION	3 – 4
1. PRÉSENTATION EN MASSE DES GRANDEURS SIGNIFICATIVES EN FCFA	5 - 6
2. PREMIÈRE PARTIE : PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2015	
2.1. SITUATION PATRIMONIALE AU 31 DÉCEMBRE 2015	
2.1.1. ACTIF DU BILAN	7
2.1.2 PASSIF DU BILAN	8 - 9
2.2. PRÉSENTATION DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE	
2.2.1. CHARGES	9 - 10
2.2.2. PRODUITS	10
TROISIEME PARTIE : RAPPORT SUR L'EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE 2015	11 - 15
QUATRIEME PARTIE : RAPPORT D'ACTIVIITE DE L'EXERCICE 2015	16 – 26
ANNEXES AU RAPPORT FINANCIER AU 31 DÉCEMBRE 2015	26 - 37
ANNEXE 1 : ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2015	

PRESENTATION DE L'AGENCE DE DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (ADETIC)

1. Introduction

L'Agence de Développement des Technologies de l'Information et de la Communication, en abrégé ADETIC, est créée par la loi n°012/PR/2014 du 14 Mars 2014 portant création de l'Agence de Développement des Technologies de l'Information et de la Communication et le décret n°1605/PR/PM/MPNTIC/2014 du 16 décembre 2014 portant organisation et fonctionnement de l'ADETIC.

C'est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elle est placée sous la tutelle du Ministère en charge des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication.

2. Objectif de l'ADETIC

L'objectif de l'Agence de Développement des Technologies de l'Information et de la Communication (ADETIC) est de promouvoir la politique d'accès aux sites internet, intranet, extranet.

Les missions assignées à l'ADETIC sont :

- d'identifier les besoins communs des services publics en matières d'équipements informatiques et logiciels ;
- de veiller à l'harmonisation des standards et de proposer des référentiels techniques, afin de favoriser l'interopérabilité entre les systèmes informatiques ;
- de fournir son expertise aux administrations pour la conception et le développement de leurs objets techniques ;
- de coordonner la réalisation et d'assurer le suivi des sites internet, intranet, et extranet de l'Etat et des organismes publics ;
- de concevoir et favoriser la formation technique des formateurs des universités, des grandes écoles, des lycées, des collèges, des écoles normales et des écoles primaires ;
- participer aux actions de formation des personnels de l'Etat dans le domaine des TIC, en émettant des recommandations sur le contenu des formations techniques et sur les programmes des examens professionnels et des concours ;
- d'assurer la mise en œuvre du service universel des communications électroniques ;
- de gérer le fonds du Service Universel des Communications (FSUCE) ;
- de gérer le Fonds du Service Universel des Postes (FSUP) ;
- de gérer les opérations d'investissements financées par l'Etat dans le domaine des technologies de l'information et de la communication ;

- d'entretenir des relations de coopération technique avec des organismes internationaux publics et privés agissant dans ce domaine, suivant les modalités prévues par la législation en vigueur ;
- de gérer le nom de domaine « .td » ;
- d'élaborer la politique et les procédures d'enregistrement des noms de domaines « .td », d'hébergement, d'administration des serveurs racine, d'attribution d'agrément aux bureaux d'enregistrement du « .td » ;
- de planifier, d'attribuer et de contrôler les adresses internet (IP) au Tchad ;
- d'assurer la veille technologique et d'émettre des avis et recommandations en matière de sécurité des réseaux de communications électroniques, de systèmes d'information et de certification ;
- d'exercer toute autre mission d'intérêt général qui pourrait lui confier l'autorité de tutelle ;
- la rédaction des conditions et des lignes directrices relatives aux opportunités de financement ;
- l'évaluation des propositions, la sélection des projets et la signature des conventions de projet ;
- la gestion financière;
- les contacts avec les bénéficiaires.

3. Cadre législatif

L'Agence exécute le budget opérationnel relatif aux programmes communautaires qui lui ont été délégués par la Commission. Le Directeur Général est investi du pouvoir de décision nécessaire à la bonne marche de l'ADETIC et veille à l'exécution des décisions prises par le Conseil d'Administration à qui il rend compte de sa gestion.

L'Agence exécute le budget administratif couvrant les frais de fonctionnement de l'Agence ainsi que les frais d' « Etudes, Recherche, Développement et Formation » et de « Projets de conception ». Le Directeur agit comme ordonnateur en ce qui concerne la mise en **œuvre** des différentes lignes de crédits et doit se conformer à cette fin aux obligations prévues.

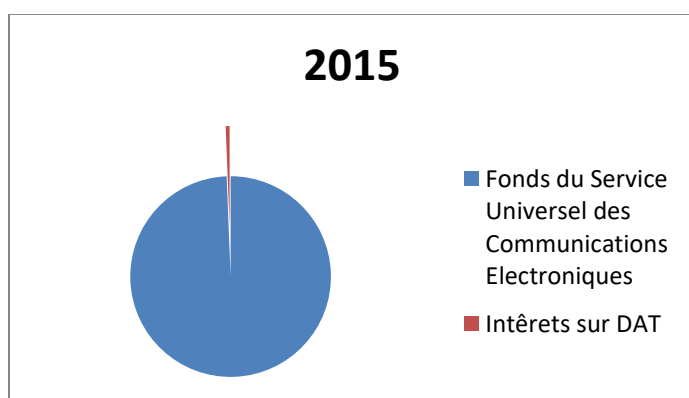
4. Règles et principes comptables appliqués :

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect des principes de prudence, de transparence, de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre et d'indépendance des exercices.

1. PRÉSENTATION EN MASSE DES GRANDEURS SIGNIFICATIVES EN FCFA

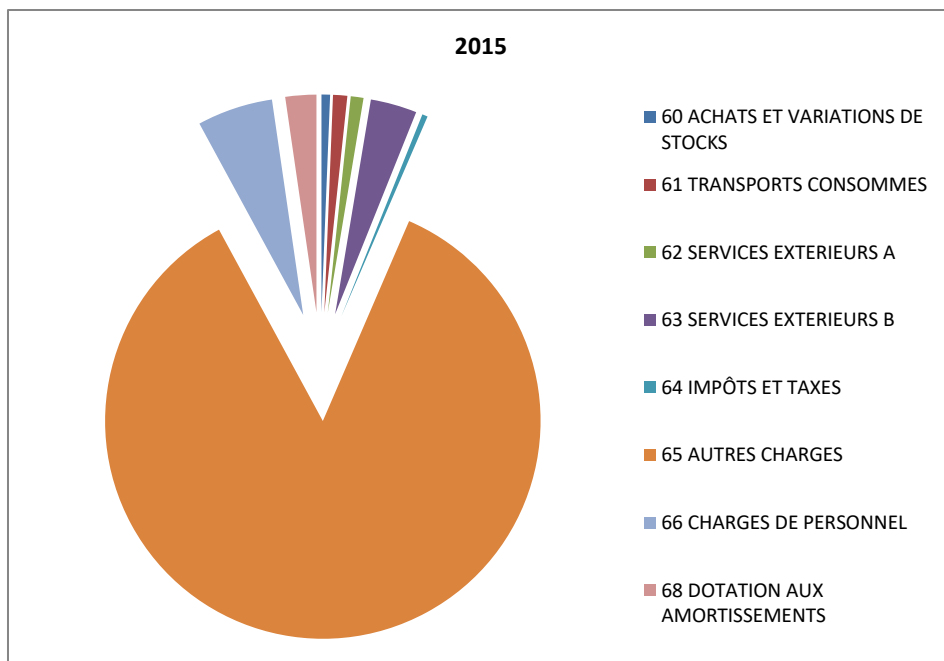
1.2. REVENUS

	2015
Fonds du Service Universel des Communications Electroniques	3 584 181 229
Intérêts sur DAT	22 666 530
TOTAL DES REVENUS	3 606 847 759



1.2 CHARGES D'EXPLOITATION

	2015	
60	ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS	23 731 553
61	TRANSPORTS CONSOMMES	39 387 895
62	SERVICES EXTERIEURS A	35 349 557
63	SERVICES EXTERIEURS B	128 860 122
64	IMPÔTS ET TAXES	15 258 767
65	AUTRES CHARGES	3 202 836 546
66	CHARGES DE PERSONNEL	210 113 634
68	DOTATION AUX AMORTISSEMENTS	85 959 868
	TOTAL	3 741 497 942



1.3. SITUATION PATRIMONIALE

Désignation	Valeur nette 2015	Désignation	Valeur 2015
Actif Immobilisé	432 914 699	Ressources stables	214 049 191
Actif Circulant	105 632 097	Passif Circulant	4 548 051 988
Trésorerie – Active	4 223 554 383		
TOTAL ACTIF	4 762 101 179	TOTAL PASSIF	4 762 101 179

1.4. RAPPORT D'EXECUTION DU BUDGET 2016

Le Budget de l'exercice 2015 a été exécuté à hauteur de 94% et dégage un déficit budgétaire de FCFA 218 865 508.

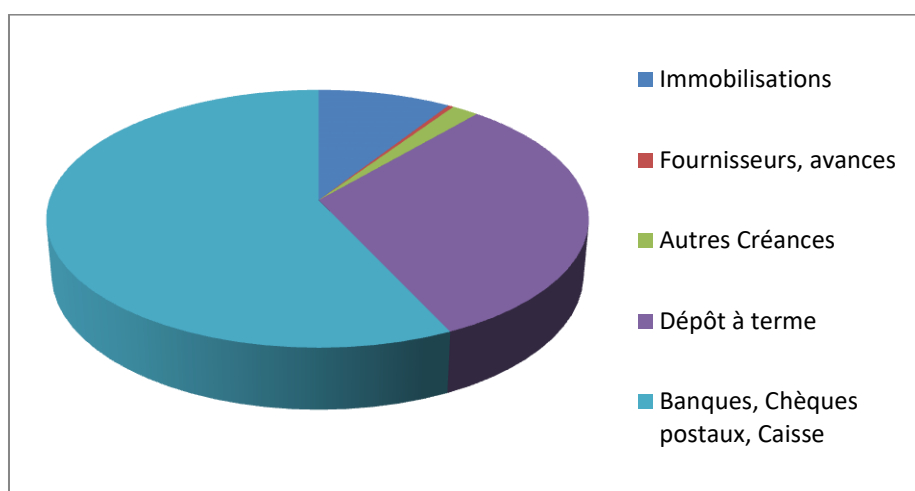
Le résultat de la période est bénéficiaire de 214 049 191 FCFA.

2.1. SITUATION PATRIMONIALE AU 31 DÉCEMBRE 2015

Le Bilan de l'ADETIC, présenté en annexe 1, est équilibré au 31 décembre 2015 à FCFA 4 762 101 179. Il se caractérise par les rubriques ci-après :

2.1.1. Actif du bilan

Désignation	Valeur nette
Immobilisations	432 914 699
Fournisseurs, avances	17 275 097
Autres Créances	88 357 000
Dépôt à terme	1 509 811 736
Banques, Chèques postaux, Caisse	2 713 742 647
TOTAL GENERAL	4 762 101 179



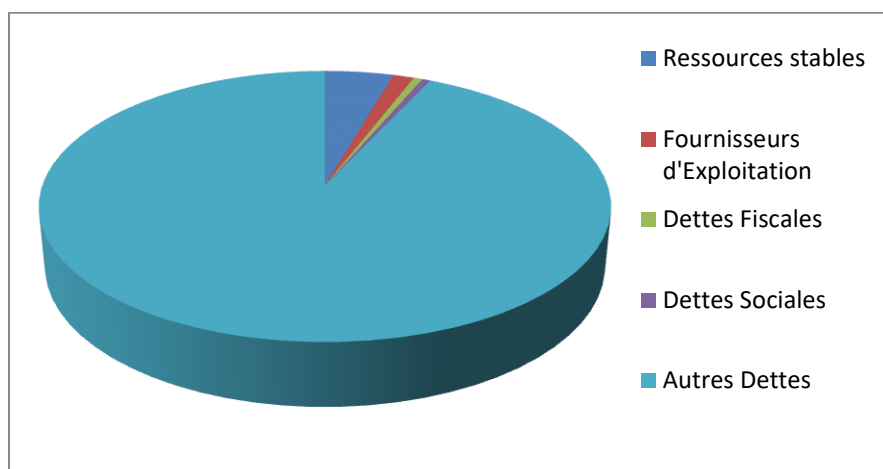
Les comptes des immobilisations s'analysent de la manière suivante :

- Les immobilisations incorporelles pour une valeur nette de FCFA 9 139 514 et correspondent à l'acquisition des logiciels.
- Les immobilisations corporelles pour une valeur nette de FCFA 423 704 785 et renferment les agencements installations, les matériels informatiques, les matériels et mobiliers de bureau et les matériels de transport :

Au 31 décembre 2015, les dépôts à terme sont dans les banques s'élèvent à FCFA 1 509 811 736. Les avoirs auprès des banques se chiffrent FCFA 2 713 742 647.

2.1.2. Passif du bilan

Désignation	Valeur
Ressources stables	214 049 191
Fournisseurs d'Exploitation	66 172 810
Dettes Fiscales	27 333 029
Dettes Sociales	25 849 958
Autres Dettes	4 428 696 191
TOTAL GENERAL	4 762 101 179



- Ressources stables

Le résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2015 est bénéficiaire de FCFA 214 049 191 constitue le solde en compte.

- Fournisseurs d'exploitation

Les fournisseurs d'exploitation sont des tiers auxquels l'ADETIC a recours pour ses achats de fournitures de toutes natures et de services. Au 31 décembre 2015, les sommes dues à ces derniers s'élevaient à FCFA 66 172 810.

- Dettes fiscales

Cette rubrique enregistre les opérations qui sont faites avec l'administration fiscale. Au 31 décembre 2015, les sommes dues s'élèvent respectivement à FCFA 27 333 029.

- Dettes sociales

Cette rubrique enregistre les opérations relatives aux cotisations sociales salariales et patronales dues aux organismes sociaux ainsi que des provisions pour congés. Au 31 décembre 2015, les sommes dues s'élèvent FCFA 25 849 958.

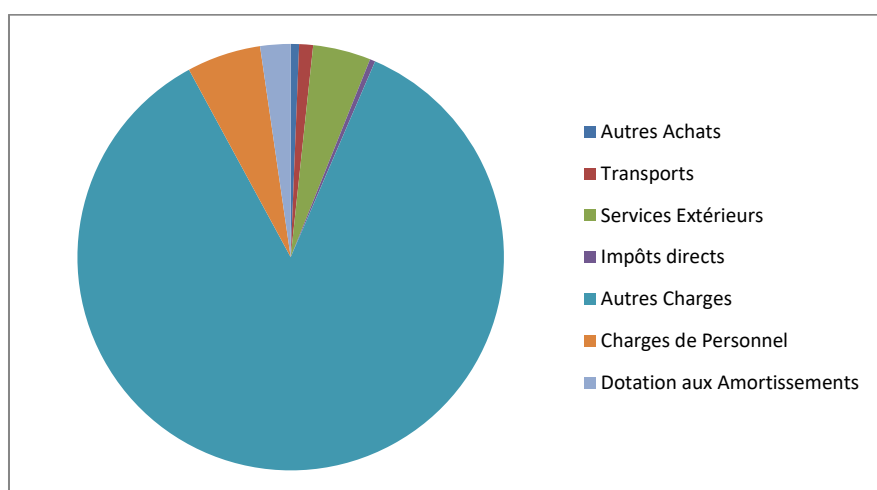
- Autres dettes

Ce poste a enregistré les opérations non dénouées à la clôture de l'exercice avec les partenaires de l'Adetic. Au 31 décembre 2015, les autres dettes s'élèvent à FCFA 4 428 696 191.

2.2. PRÉSENTATION DE LA PERFORMANCE FINANCIERE

2.2.1. CHARGES

Désignation	2015
Autres Achats	23 731 553
Transports	39 387 895
Services Extérieurs	164 209 679
Impôts directs	15 258 767
Autres Charges	3 202 836 546
Charges de Personnel	210 113 634
Dotation aux Amortissements	85 959 868
TOTAL GENERAL DES CHARGES	3 741 497 942



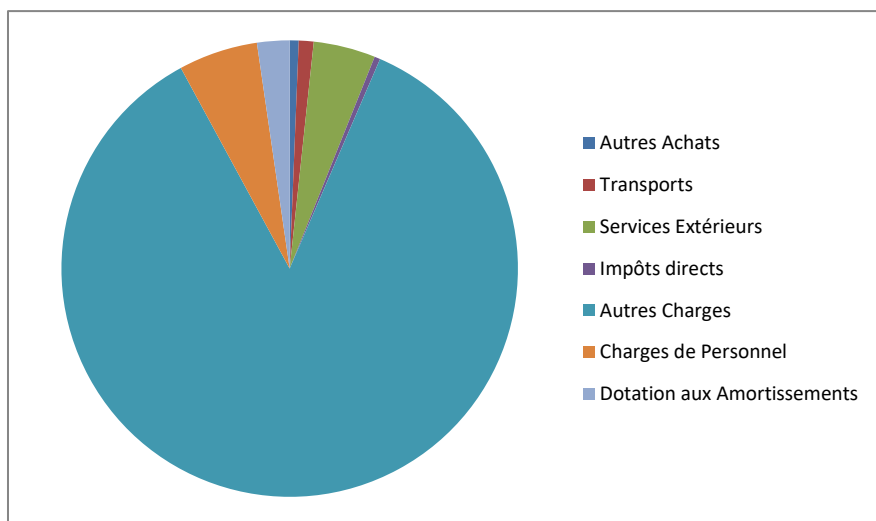
Les charges de l'Adetic s'élèvent à FCFA 3,7 Mds au titre de l'exercice 2015.

Ces charges sont constituées des dépenses engagées dans le cadre du lancement des activités de l'Adetic. Les charges d'exploitation comprennent essentiellement les charges de personnel, de services extérieurs, des charges des projets et autres charges d'exploitation. Pour cet exercice, les « Autres charges » représentent les dépenses et provisions liées au financement de projets non honorés au courant de l'exercice 2015 et qui seront réalisées au courant de l'exercice 2016 pour un montant de FCFA 3 160 446 250.

In fine, après prise en compte du résultat financier et des dotations aux amortissements le résultat net de l'Adetic au titre de l'exercice 2015 est un bénéfice de FCFA 214 Mio.

2.2.2. PRODUITS

Désignation	2015
Travaux, services vendus	3 932 880 603
Revenus financiers	22 666 530
TOTAL GENERAL DES PRODUITS	3 955 547 133



Les redevances reçues au titre du présent concernent les Fonds du Service Universel des Communications Electroniques.

**TROISIEME PARTIE : RAPPORT SUR L'EXECUTION DU
BUDGET DE L'EXERCICE 2015**

3. EXECUTION DU BUDGET

3.1. Cadre juridique d'exécution du budget

L'ADETIC exécute son budget selon les dispositions établies des textes en vigueur. Le directeur Général est investi du pouvoir de décision nécessaire à la bonne marche de l'ADETIC et veille à l'exécution des décisions prises par le Conseil d'Administration à qui il rend compte de sa gestion. Il agit comme ordonnateur en ce qui concerne la mise en œuvre des différentes lignes de crédits et doit se conformer à cette fin aux obligations prévues.

Le budget opérationnel couvre les projets et le budget administratif couvre les frais de fonctionnement de l'Agence ainsi que les frais des « Etudes, recherche, Développement et Formation » et de « Projets de conception ».

Les états financiers et les rapports sur l'exécution budgétaire sont préparés suivant les règles et les textes en vigueur sur la base des principes édictés par le système comptable OHADA.

3.2. Produits budgétaires

RUBRIQUES	PREVISION 2015	REALISATION 2015	ECART	%
Redevances sur la Gestion du Nom de Domaine .td	15 000 000	0	15 000 000	0%
Redevances sur l'Attribution des Adresses Internet IP	15 000 000	0	15 000 000	0%
Fonds du Service Universel des Communications Electroniques	3 650 000 000	3 932 880 603	-282 880 603	108%
Fonds des Services Universels des Postes	10 000 000		10 000 000	0%
Subvention	30 000 000		30 000 000	0%
Intérêts sur DAT		22 666 530	-22 666 530	#DIV/0!
TOTAUX DES RECETTES	3 720 000 000	3 955 547 133	-212 880 603	106%

Au 31 décembre 2015, les recettes budgétaires brutes sont constituées des redevances perçues au titre de la gestion du nom de domaine, l'attribution des adresses Internet IP, Fonds du Service Universel des Communications Electroniques et du Fonds des Fonds des Services Universels des Postes ainsi que des subventions et des dons.

Au titre l'exercice clos au 31 décembre 2015, les redevances encaissées s'élèvent à FCFA 3 932 880 603 et correspondent aux Fonds du Service Universel des Communications Electroniques.

3.3. Dépenses budgétaires

RUBRIQUES	PREVISION 2015	REALISATION 2015	ECART	%
ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS				
Pièces détachées	4 000 000	1 032 000	2 968 000	25,80%
Pneumatiques	1 000 000	228 000	772 000	22,80%
Essence	20 000 000		20 000 000	0,00%
Gasoil	25 000 000	12 630 000	12 370 000	50,52%
Lubrifiant	2 000 000	285 000	1 715 000	14,25%
Fournitures de bureau	10 000 000	9 556 553	443 447	95,57%
Electricité	6 000 000	0	6 000 000	0,00%
Consommables Bâtiments	2 500 000	0	2 500 000	0,00%
Consommables bureaux	10 000 000		10 000 000	0,00%
TOTAL	80 500 000	23 731 553	56 768 447	29%
TRANSPORTS CONSOMMES				
Voyages et déplacements	45 000 000	39 387 895	5 612 105	87,53%
TOTAL	45 000 000	39 387 895	5 612 105	88%

RUBRIQUES	PREVISION 2015	REALISATION 2015	ECART	%
SERVICES EXTERIEURS A				
Loyer	50 400 000	13 000 000	37 400 000	25,79%
Entretien et réparation des biens immobiliers	2 000 000	2 500 000	-500 000	125,00%
Entretien et réparation des biens mobiliers	1 500 000	1 257 000	243 000	83,80%
Entretien et Maintenance	10 000 000	1 745 000	8 255 000	17,45%
Frais de Sécurité et de Gardiennage des Bureaux	5 000 000	700 000	4 300 000	14,00%
Assurance véhicule	2 000 000	769 070	1 230 930	38,45%
Documentations générales	6 000 000		6 000 000	0,00%
Communication et Publicité	80 000 000	11 833 487	68 166 513	14,79%
Frais de téléphone	15 000 000	3 545 000	11 455 000	23,63%
TOTAL	171 900 000	35 349 557	136 550 443	21%
SERVICES EXTERIEURS B				
Commissions perçues/banques	1 000 000	987 036	12 964	98,70%
Autres frais bancaires	1 000 000		1 000 000	0,00%
Honoraires (Avocat et Commissaire aux Comptes)	20 000 000	85 563 586	-65 563 586	427,82%
Réception	40 000 000	73 500	39 926 500	0,18%
Frais de Missions	90 000 000	42 236 000	47 764 000	46,93%
TOTAL	152 000 000	128 860 122	23 139 878	85%

RUBRIQUES	PREVISION 2015	REALISATION 2015	ECART	%
IMPÔTS ET TAXES				
Taxes forfaitaires (7,5% de la masse salariale)	5 541 648	11 673 076	-6 131 428	210,64%
Taxes d'apprentissage (1,2% de la masse salariale)	36 748 325	1 867 691	34 880 634	5,08%
Taxes /véhicule de société	1 000 000	1 598 000	-598 000	159,80%
Autres droits	1 000 000	120 000	880 000	12,00%
TOTAL	44 289 973	15 258 767	29 031 206	34%
AUTRES CHARGES				
Jétons de présence	18 400 000	6 700 000	11 700 000	36,41%
Dons et Subventions	20 000 000	11 030 000	8 970 000	55,15%
Etudes, Recherche, Développement et Formation (FRDT)	0	24 660 296	-24 660 296	#DIV/0!
Dépenses Projets Conception	1 965 500 000	1 965 500 000	0	100,00%
Projet réseau fibres optiques boucles locales NDJ		375 000 000	-375 000 000	#DIV/0!
Projet Appui à la STPE pour développement bque locale		491 967 750	-491 967 750	#DIV/0!
Projet courrier hybrque /STPE		327 978 500	-327 978 500	#DIV/0!
Charges Diverses	176 802 367		176 802 367	0,00%
TOTAL	2 180 702 367	3 202 836 546	-1 022 134 179	147%

RUBRIQUES	PREVISION 2015	REALISATION 2015	ECART	%
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaire de base DG, DGA et Directeurs	92 400 000	104 556 757	-12 156 757	113,16%
Salaire de base du Personnel d'Appui	138 804 000	4 228 504	134 575 496	3,05%
Salaire de base du Personnel Temporaire	5 000 000	0	5 000 000	0,00%
Indemnité de logement (DG, DGA et Directeurs)	18 600 000	17 575 000	1 025 000	94,49%
Indemnité de logement (Chef de Services et Chef de Sections)	12 900 000		12 900 000	0,00%
Indemnité de responsabilité (DG, DGA et Directeurs)	24 540 000	23 207 500	1 332 500	94,57%
Indemnité de responsabilité (Chefs de Services et Chefs de Sections)	15 360 000		15 360 000	0,00%
Indemnité de transport	23 500 000	1 124 172	22 375 828	4,78%
Indemnité eau et électricité (DG,DGA et Directeurs)	16 140 000	42 217 500	-26 077 500	261,57%
Indemnité eau et électricité (Chefs de Services et Chefs de Sections)	10 140 000		10 140 000	0,00%
Indemnité téléphone (DG, DGA et Directeurs)	9 300 000	8 787 500	512 500	94,49%
Charges patronales (CNPS 16,5% de la masse salariale)	38 973 660	7 297 701	31 675 959	18,72%
Frais médicaux	30 000 000	1 119 000	28 881 000	3,73%
TOTAL	435 657 660	210 113 634	225 544 026	48%
FRAIS FINANCIERS				
Intérêts perçus / Banques	1 000 000		1 000 000	0,00%
Frais sur découverts	3 000 000		3 000 000	0,00%
Intérêts sur dettes diverses	1 000 000		1 000 000	0,00%
TOTAL	5 000 000	0	5 000 000	0%
CHARGES DIRECTES GLOBALES	3 115 050 000	3 655 538 074	-540 488 074	117,35%

Les charges de fonctionnement prévisionnel pour l'exercice 2015 sont estimées à FCFA 3 115 050 000. Au 31 décembre 2015, elles ont été réalisées à hauteur de FCFA 3 655 568 074, soit un taux de réalisation de 117%.

Les dépenses des projets d'un montant de KFCFA 3 160 446 250 renferment les dépenses engagées dans le cadre des activités au projet « Etudes, recherche, Développement et Formation », « Dépenses Projets Conception », « Projet Hybride », « Projet Fibre optique » et « Courrier Hybride ». Il s'agit de financements portés par l'ADETIC qui ont été engagés au cours du présent exercice et réalisés en 2015 ou qui sont provisionnés en vue de couvrir des engagements budgétisés au courant de l'exercice 2016.

3.4. Dépenses d'immobilisations

Les dépenses d'acquisitions de biens engagées au 31 décembre 2015, se chiffrent à FCFA 518 874 567, sur une prévision annuelle de FCFA 604 950 000, soit un taux d'exécution de 83%.

RUBRIQUES	PREVISION 2016	REALISATION 2016	ECART	%
Matériels de transports	267 000 000	244 150 000	22 850 000	91,44%
Aménagements, agencements, installations	50 000 000	77 804 197	-27 804 197	155,61%
Mobiliers de bureau	113 000 000	120 306 500	-7 306 500	106,47%
Matériels Informatiques	99 950 000	67 057 470	32 892 530	67,09%
Logiciels	75 000 000	9 486 000	65 514 000	12,65%
Dépôts et cautionnements		70 400	-70 400	#DIV/0!
INVESTISSEMENT	604 950 000	518 874 567	86 075 433	86%

3.5. Résultat budgétaire

L'exécution du budget est résumée dans le tableau ci-dessous :

RUBRIQUES	PREVISION 2015	REALISATION 2015	ECART	%
TOTAUX DES RECETTES	3 720 000 000	3 955 547 133	-235 547 133	100%
CHARGES DIRECTES GLOBALES	3 115 050 000	3 655 538 074	-540 488 074	117,35%
INVESTISSEMENT	604 950 000	518 874 567	86 075 433	86%
TOTAL DES ENGAGEMENTS	3 720 000 000	4 174 412 641	-454 412 641	170%
RESULTAT BUDGETAIRE	0	218 865 508	-218 865 508	

L'exécution du budget général présente au 31 décembre 2015, un solde déficitaire de FCFA 218 865 508.

**QUATRIEME PARTIE : RAPPORT D'ACTIVITE
DE L'EXERCICE 2015**

I. ENCRAGE HISTORIQUE ET CONTEXTUEL

En dépit des contingences économique et sécuritaire de ces dernières années, le Tchad s'est engagé dans le développement du secteur des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Cet engagement a permis d'offrir pratiquement tous les services d'information et de communication électronique de base, même si les différents indicateurs internationaux de mesure des TIC (IDI) affichent un progrès timide.

1. Portefeuille des services TIC offerts au Tchad

Actuellement, le secteur des TIC offre à la consommation des publics et privés, des ONG, de la société civile et de la population tchadienne les services contenus dans le portefeuille présenté dans le tableau 01 ci-dessous.

Tableau n° 01 Portefeuille des services TIC offerts au public

N°	SERVICES		PRESTATAIRES
1	Radiodiffusion		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Etat : 1 station nationale, reprise pour 22 stations Régionales ▪ Privé : 42 radios FM de types privé, associatif et confessionnel.
2	Télévision		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Etat : Une Télévision Nationale (14 stations régionales) ; ▪ Privé : 2 télévisions privées et un ré-distributeur TV ;
3	Téléphone fixe		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Paraétatique : 1; ▪ Privé : 0
4	Téléphone mobile		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Paraétatique : 2 réseaux ; ▪ Privé : 2 ;
5	Internet	Fixe	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Paraétatique : 1 ;
		Mobile	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Privés : 2 opérateurs (Internet mobile) et 5 FAI ; ▪ Paraétatique : 1 ;
		Large bande	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 4G : 1 Opérateur (privé) ▪ 3 G : 2 opérateurs

Source : ADETIC, 2015

2. Point sur les niveaux d'accès et d'utilisation des TIC au Tchad

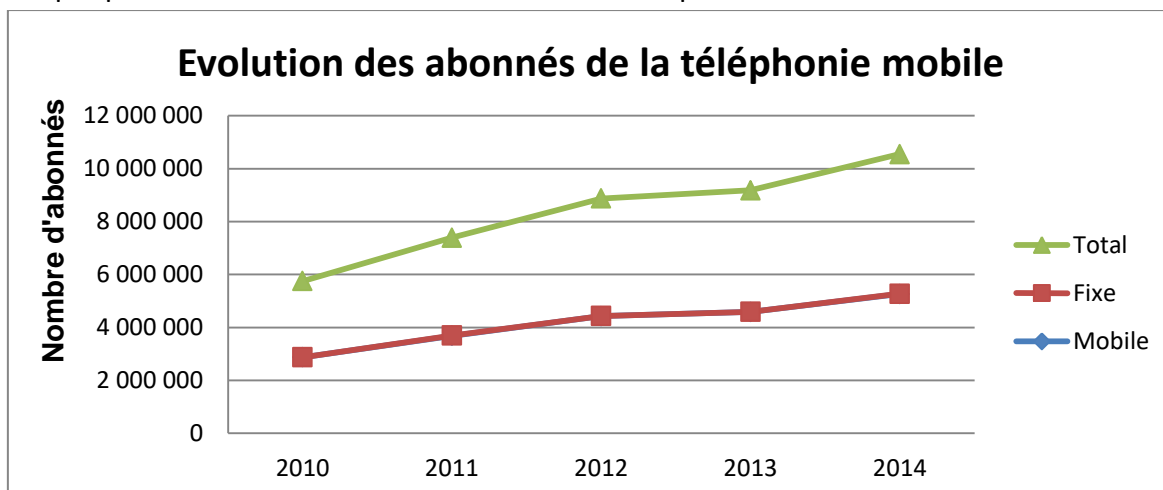
2.1.1. Taux de couverture de la téléphonie fixe et mobile

Tableau 02 : Taux de couverture de la téléphonie

LIBELLE	2010	2011	2012	2013	2014
Mobile	2 875 304	3 686 202	4 427 081	4 586 042	5 265 606
Fixe	0	11 298	9 905	6 524	9 534
Total	2 875 304	3 697 500	4 436 986	4 592 566	5 275 140
Population	11 415 229	11 803 346	12 204 660	12 619 619	13 048 686
Pourcentage	25,19%	31,33%	36,35%	36,39%	40,43%

Source : ARCEP, 2014

Graphique n° 03 : Evolution des abonnés de la téléphonie mobile



Source : ARCEP, 2014

Le taux de pénétration de la téléphonie a une tendance croissante et atteint 40,4% en fin décembre 2014. Prenant en compte le taux de multiSims estimé à 41%, le taux de pénétration réel du secteur de téléphonie mobile est de 23,9% en 2014.

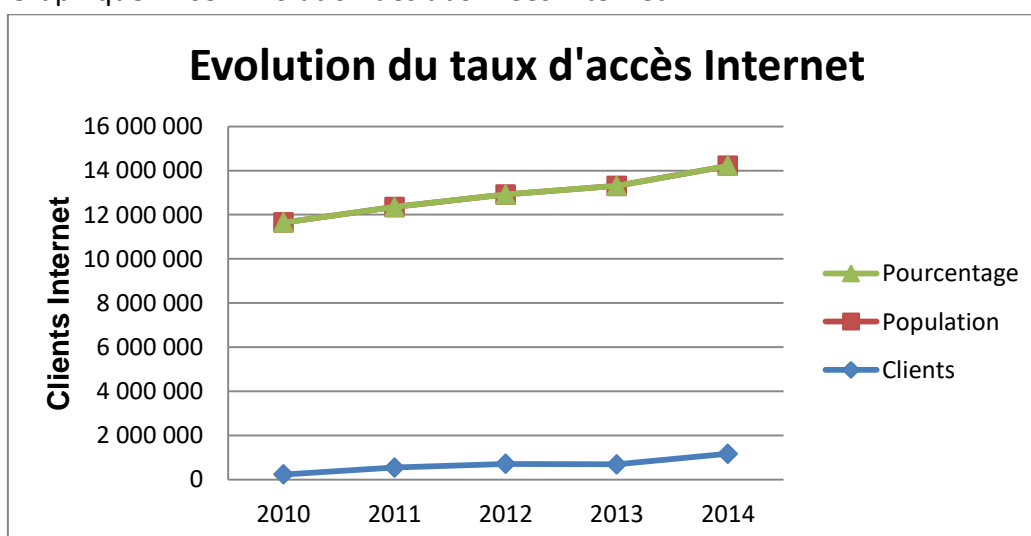
2.2. Taux d'accès Internet

Tableau n° 04 Taux d'accès Internet

	2010	2011	2012	2013	2014
Clients	229 366	547 116	710 648	690 263	1 168 659
Population	11 415 229	11 803 346	12 204 660	12 619 619	13 048 686
Pourcentage	2,01%	4,64%	5,82%	5,47%	8,96%

Source : ARCEP, 2014

Graphique n° 05 : Evolution des abonnés Internet



Source : ARCEP, 2014

2.3. Taux d'accès à la radiodiffusion et Télévision

Tableau n° 06 : Taux de possession de postes radios et TV

EQUIPEMENTS	MILIEU DE RESIDENCE		
	URBAIN	RURAL	TOTAL
Radio	74,60 %	43,9 %	50,80 %
Téléviseur	14,60 %	0,80 %	03,90 %
Téléphone fixe	03,00 %	0,60 %	01,10 %
Téléphone mobile	60,60 %	15,20 %	25,30 %
Ordinateur	02,80 %	0,10 %	0,70 %

Source : INSEED, RGPH2 2009

3. Classements de l'UIT

Selon les classements annuels de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT), le taux de pénétration des TIC au Tchad est parmi les plus faibles au monde.

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Rang	152 ^{ème} /155	154 ^{ème} /155	154 ^{ème} /155	155 ^{ème} /157	164 ^{ème} /166	167 ^{ème} /167

Cette situation est prise telle que présentée, comme un défi majeur. A ce titre, elle fera l'objet d'une réponse appropriée, proposée par l'ADETIC dans ses actions de l'année 2016 pour produire une meilleure lisibilité de l'image du Tchad dans ce secteur de l'économie numérique.

Prenant acte de ce contexte général succinctement présenté ci-dessus, le Gouvernement du Tchad a engagé avec responsabilité plusieurs réformes, notamment d'ordre juridique, institutionnel, réglementaire et infrastructurel pour rattraper ces retards. C'est ainsi qu'en faveur de la loi n° 012/PR/2014 du 14 Mars 2014, l'ADETIC a été créée. Son organisation et son fonctionnement ont été définis par le décret n° 1605/PR/PM/MPNTIC/2014 du 16 Décembre 2014. Ce sera par le décret n°1640/PR/PM/MPNTIC/2014 du 26 Décembre 2014 que les premiers responsables seront nommés.

L'ADETIC a pour principales missions :

- Elaboration et mise en œuvre de la stratégie nationale de développement des TIC ;
- Développement des infrastructures et du Parc TIC de l'Etat ;
- Harmonisation des ressources TICS (matériel, logiciel, procédures, etc.) de l'Etat ;
- Renforcement des ressources humaines de l'Etat ;
- Développement du système de communication et d'information électronique de l'Etat ;
- Gestion des investissements TICS de l'Etat ;
- de concourir à la, formation technique des formateurs des universités, des grandes écoles, des lycées, des collèges, des écoles normales et écoles primaires ;
- de gérer les opérations d'investissements financées par l'Etat dans le domaine des Technologies de l'Information et de la communication ;

- Développement du Service Universel de Communication Electronique ;
- Développement de Service Universel Postal ;
- Développement du domaine et sous domaines « .td » et des adresses IP.

Aussitôt nommés, les premiers responsables ont pris service et préparé le premier Conseil d'Administration qui s'est tenu le 06 Mars 2015. Ce conseil a adopté le plan d'actions 2015, assorti d'un budget prévisionnel de mise œuvre.

II. EVALUATION DU PLAN D' ACTIONS 2015

Le plan d'actions 2015 a été structuré en cinq axes stratégiques :

1. Plan d'actions 2015

- Axe n°1 : Mise en place de l'ADETIC
 - Prise de service et installation ;
 - Elaboration des documents stratégiques ;
 - Tenue du premier conseil d'Administration ;
 - Acquisition des ressources (financières, matérielles, etc.) ;
 - Recrutement ;
 - Organisation des missions d'imprégnation et d'échanges d'expériences.
- Axe n°2 : Cadre stratégique et opérationnel de développement des TIC
 - Etats des lieux et Etudes ;
 - Stratégie de Mise en Œuvre du Service Universel Postal ;
 - Stratégie intérimaire de développement des TIC au Tchad.
- Axe n°3 : Développement des infrastructures sécurisées de l'Etat
 - Système de communication électronique de l'Etat ;
 - Système de messagerie électronique (DNS, IP) ;
 - Sites web des institutions de l'Etat.
 - Développement des noms de domaine (.td).
- Axe n°4 : Renforcement de capacité en TIC du personnel de l'Etat
 - Formation sur l'administration réseau et la messagerie électronique ;
 - Formation sur la gestion des sites web de l'Etat ;
 - Formation sur l'harmonisation des ressources et infrastructures TIC.
- Axe n°5 : Harmonisation du cadre normatif et standardisation
 - Elaboration d'un Référentiel de norme et qualité de mesure des TIC ;
 - Elaboration d'un Référentiel de gestion du parc matériel et logiciel de l'Etat.

Le budget de mise en œuvre de ce plan était de 5 174 817 633 FCFA.

2. Evaluation du plan d'actions 2015

La mise en œuvre de ce plan a commencé en Juillet 2015. Ce retard est d'une part du au paiement tardif des redevances (3,5%) sur les Chiffres d'Affaires des opérateurs, et d'autre part à l'acquisition tardive du local loué à la CNPS, en Novembre 2015. Malgré ce retard, certaines activités ont été réalisées.

AXES	LES PROJETS	PRINCIPAUX OBJECTIFS	EVALUATION	
			Détails	Pourcentage
Axe n°1 : Mise en place de l'ADETIC	Investissement	<ul style="list-style-type: none"> Acquérir de moyens roulants ; Acquérir de mobiliers ; Acquisition de matériels informatiques ; Acquisition du local 	<ul style="list-style-type: none"> 8 véhicules acquis Mobiliers acquis Matériels acquis Local acquis 	<ul style="list-style-type: none"> 100% 100% 100% 100%
	Fonctionnement	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place le capital humain nécessaire, Organiser des visites d'imprégnation ; Louer et aménager les bureaux ; Former le personnel de l'ADETIC, de l'Etat et des partenaires ; Acquérir de consommables. 	<ul style="list-style-type: none"> 8 agents sur 40 1 visite sur 4 4 formations Consommables acquis 	<ul style="list-style-type: none"> 20% 25% 25% 100%
Axe n°2 : Cadre stratégique et Opérationnel de développement des TIC	Elaboration de la stratégie de développement Service Universel Postal	<ul style="list-style-type: none"> Contribuer à l'innovation et à l'opérationnalisation du fonds de service universel Postal ; Aider au développement des activités postales par l'innovation et la mutualisation des ressources et efforts. 	<ul style="list-style-type: none"> Projet élaboré (1 action/8) 0 actions sur 7 	<ul style="list-style-type: none"> 12,5% 0%
	Etat des lieux et Etudes	<ul style="list-style-type: none"> Faire un état des lieux couvrant tous les 4 sous-secteurs TIC et de leurs applications métiers (TIC-éducation, TIC-Environnement, TIC-Santé, TIC-Administration, TIC-société, etc.) ; Evaluer et indiquer les forces, faiblesses, opportunités et menaces liées au développement des TIC au Tchad. 	<ul style="list-style-type: none"> Projet élaboré (1 action/8) 0 action/8 	<ul style="list-style-type: none"> 12,5% 0%
	Stratégie intérimaire de développement des TIC au Tchad	<ul style="list-style-type: none"> Sur la base de l'Etat des lieux, élaborer une stratégie triennale de développement des TIC ; Coopérer avec le Ministère du Plan, de la Coopération internationale pour intégrer le PQD ou le Plan d'émergence du Tchad à l'horizon 2030 ; Organiser une conférence de financement de la stratégie triennale. 	<ul style="list-style-type: none"> 0 action/8 0 action/5 0 action/5 	<ul style="list-style-type: none"> 0% 0% 0%

Axe n°3 : Développement des infrastructures sécurisées de l'Etat	Réseaux locaux de (ADETIC et Ministères pilotes)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Doter l'ADETIC d'un réseau local intégré de communication et d'information moderne (interphone, téléphone, fax, etc.) ; ▪ Sécuriser les systèmes implémentés ; ▪ Doter l'ADETIC et le MPNTIC des plateformes applicatives de partage de ressources TIC (fichiers, imprimantes, connectivité, des applications, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Projet élaboré (1 action/8) ▪ 0 action ▪ 0 action 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 12,5% ▪ 0% ▪ 0%
	Sites Internet de l'Etat	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réaliser deux (2) sites web. Un pour MPNTIC et un pour un autre ; ▪ Sécuriser les sites développés ; ▪ Mettre en place un mécanisme et une stratégie d'actualisation de ces deux Sites. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Projet élaboré, 1 site en plein développement ▪ 0% ▪ 0 action 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 45% ▪ 0% ▪ 0%
	Système de messagerie électronique	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en place un système intégré de messagerie électronique (email) et messagerie instantanée (Chat) de l'Etat ; ▪ Opérationnaliser et assurer la disponibilité d'au moins 1 000 adresses emails (.td) au personnel du secteur public ; ▪ Mettre en place un service d'assistance technique pour résoudre les problèmes des utilisateurs ; ▪ Sécuriser les systèmes développés. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Projet élaboré, processus en cours ; ▪ 0 action ▪ 0 action ▪ 0 action 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 15% ▪ 0% ▪ 0% ▪ 0%
	Développement du ccTLD	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcer les infrastructures de production et de gestion des noms de domaine .td et des adresses IP publiques ; ▪ Dynamiser et promouvoir le circuit et le mécanisme d'accès aux noms de domaine .td et aux adresses IP publiques. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Projet élaboré, processus en cours ▪ 0 action 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 15% ▪ 0%
Axe n°4 : Renforcement de capacité en TIC du personnel de l'Etat	Formation sur l'administration réseau et la messagerie électronique	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Former les administrateurs réseaux et systèmes ; ▪ Former les administrateurs de système de messagerie ; ▪ Former les utilisateurs (personnel de l'Etat) ; ▪ Mettre en place et former des agents de support techniques. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 0 action ▪ 0 action ▪ 0 action ▪ 0 action 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 0% ▪ 0% ▪ 0% ▪ 0%
	Formation sur la gestion des sites web de l'Etat	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Former les acteurs (non informaticiens) intervenant dans la gestion des sites web ; ▪ Former les web masters. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 0 action ▪ 0 action 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 0% ▪ 0%

	Formation sur l'harmonisation des ressources et infrastructures TIC	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Organiser des séances d'information et de formation des cadres supérieurs (non informaticiens ou informaticiens mais n'exerçant pas dans le domaine informatique) des institutions et départements de l'Etat ; ▪ Former les ingénieurs et techniciens de l'Etat. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Catalogue interne de formation élaborée action ▪ 0 action 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 12,5% ▪ 0%
Axe n°5 : Harmonisation du cadre normatif et standardisation	Elaboration d'un Référentiel de norme et qualité de mesure	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en place un cadre normatif d'implémentation, de gestion, de suivi et d'évaluation des travaux TIC au Tchad ; ▪ Mettre en place un mécanisme basé sur les indicateurs et normes internationaux de mesure intégrée des TIC au Tchad. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 1 action/8 ▪ 0 action 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 12,50% ▪ 0%
	Elaboration d'un Référentiel de gestion du parc matériel et logiciel de l'Etat.	Mettre en place et vulgariser des standard de gestion des systèmes d'information (matériel (ordinateurs, imprimantes, scanners, téléphones ; fax, routeurs, switch etc.) et immatériel (logiciels et progiciels ; procédures d'installation et de configuration ; des directives ; etc.)) de l'Etat.	1 action/8	12,5%

3. Analyses et contraintes rencontrées

La réalisation globale des projets structurants est évaluée à 12,5%, et couvre la conception et l'élaboration des documents de ces projets. Actuellement, celui des sites web et des infrastructures DNS, IP et de messagerie électronique ont pratiquement franchis l'étape d'attribution de marchés. Le projet d'Etat des lieux et Etudes est à la phase de consultation.

Quant au plan d'actions 2015 dans son ensemble, il a été accompli à hauteur de 22%. Cette faible réalisation se justifie par un certain nombre de difficultés et facteurs. Parmi ceux-ci, il y a :

- **encaissement très tardif de fonds (Juillet 2015) ;**
- **sous-effectif du personnel ;**
- **conditions de travail (manque de local) ;**
- **décès du premier Directeur Général Adjoint ayant affecté l'effectif.**

III. CADRAGE STRATEGIQUE

1. Orientations stratégiques

Pour l'année 2016, l'ADETIC étant installée, entend s'orienter sur le développement des TIC. Elle se dotera des infrastructures d'information et de communication électronique nécessaire pour augmenter ses capacités opérationnelles.

En effet, pour l'administration, ADETIC est reconduit les projets de 2015 non réalisés et poursuivra ceux qui ont connu un début d'exécution. Pour cela, elle envisage de se doter des infrastructures appropriées.

Un travail de fond se fera tant pour la population que pour l'administration, en vue d'améliorer la visibilité du Tchad au niveau national, régional et international, en fournissant des statistiques réelles après la réalisation de l'état des lieux.

Par ailleurs l'ADETIC inscrit deux (2) nouveaux projets pour l'année 2016, notamment la gestion de la passerelle internationale et la participation à la constitution d'une société de gestion de fibre optique.

En ce qui concerne la population, une stratégie de service universel précédée d'un projet pilote de 3 cas réels permettra au gouvernement d'améliorer le taux d'accès et d'utilisation des TIC en milieux aussi bien ruraux qu'urbains.

2. Axes programmatiques et projets

axes	Projets
RENFORCEMENT DES CAPACITES TIC DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Projet de datacenter d'Etat
	Projet d'harmonisation du système d'Information de l'Etat
	Projet d'Interconnexion des institutions de l'Etat
	Projet de communication électronique de L'Etat
	Projet de formation (Etat, privé et société civile)
	Projet de développement du .td.
RENFORCEMENT DES CAPACITES TIC DE L'ADETIC	Projet de participation à la cogestion de fibre optique
	Projet d'IXP (2 nouveaux et 1 existant)
	Projet de réseau local de l'ADETIC
	Projet d'opérationnalisation de la passerelle
	Projet de renforcement de capacité des RH
DEVELOPPEMENT DU SERVICE UNIVERSEL	Projet pilote de 3 téléc centres ruraux
	Projet d'élaboration de la stratégie de Service Universel
	Projet d'application sociale des TIC
AMELIORATION DE GOUVERNANCE SOCIO ECONOMIQUE DES TIC	Poursuite du projet de l'Etat des lieux
	Poursuite de l'élaboration de la stratégie
	Projet d'amélioration de la visibilité de l'ADETIC

IV. CADRE BUDGETAIRE

1. Budget prévisionnel de mise en œuvre du plan d'actions

Projets

RUBRIQUES	MONTANT
Investissement (Projets)	5 367 400 000
Charges directes et indirectes de fonctionnement	1 712 600 000
TOTAL	7 080 000 000

2. Plan de financement

SOURCES	MONTANT
Fonds de Service Universel de Communication électroniques (FSUCE)	4 000 000 000
FRDT	1 600 000 000
Redevance pour sur les noms de domaines	10 000 000
Redevances sur les adresses IP	10 000 000
Fonds de Service Universel Postal	10 000 000
Passerelle Internationale	1 450 000 000
TOTAL	7 080 000 000

La mise en œuvre du plan d'actions 2016 couvrira 7 080 000 000 FCFA, dont 5 367 400 000 FCFA en investissement et 1 712 600 000 FCFA en fonctionnement. La mobilisation de ce montant se fera grâce aux sources ci-dessous mentionnées.

V. CHRONOGRAMME

N°	PROJETS/ACTIONS	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept	Oct.	Nov.	Déc.
01	Projet de datacenter d'Etat	←	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→
02	Projet d'harmonisation du système d'Information de l'Etat		←	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→
03	Projet d'Interconnexion des institutions de l'Etat		←	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→
04	Projet de communication électronique de L'Etat	←	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→
05	Projet de formation (Etat, privé et société civile)		←	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→
06	Projet de développement du .td.	←	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→
07	Projet de participation à la cogestion de fibre optique		←	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→
08	Projet d'IXP (2 nouveaux et 1 existant)		←	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→
09	Projet de réseau local de l'ADETIC	←	→										
10	Projet d'opérationnalisation de la passerelle		←	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→
11	Projet de renforcement de capacité des RH		←	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→
12	Projet pilote de 3 télécentres ruraux		←	→	→	→							
13	Projet d'élaboration de la stratégie de Service Universel		←	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→
14	Projet d'application sociale des TIC		←	→	→	→	→						
15	Poursuite du projet de l'Etat des lieux	←	→										
16	Elaboration de la stratégie				←	→	→	→	→	→	→	→	→
17	Projet d'amélioration de la visibilité de l'ADETIC		←	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→

**ANNEXES AU RAPPORT FINANCIER AU 31 DÉCEMBRE
2015**

ANNEXE 1 : ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2015

		BILAN - ACTIF		3			
Désignation de l'entreprise	ADETIC						
Adresse	N'DJAMENA						
Numéro d'identification	0			Exercice clos le	31/12/2015	Durée (en mois)	12
Réf	ACTIF	Lignes	Exercice N			Ex. N -1	
			Brut	Amortissements/ Provisions	Net	Net	
	ACTIF IMMOBILISE(I)	O1					
AA	Charges immobilisées	O2					
AX	Frais d'établissement	O3	0		0	0	
AY	Charges à répartir	O4	0		0	0	
AC	Primes de remboursement des obligations	O5	0		0	0	
AD	Immobilisations incorporelles	O6					
AE	Frais de recherche et de développement	O7	0	0	0	0	
AF	Brevets, licences, logiciels	O8	9 486 000	346 486	9 139 514	0	
AG	Fonds commercial	O9	0	0	0	0	
AH	Autre immobilisations incorporelles	10	0	0	0	0	
AI	Immobilisation corporelles	11					
AJ	Terrains	12	0	0	0	0	
AK	Bâtiments	13	0	0	0	0	
AL	Installations et agencements	14	77 804 197	36 768 258	41 035 939	0	
AM	Matériel	15	187 363 970	25 433 480	161 930 490	0	
AN	Matériel de transport	16	244 150 000	23 411 644	220 738 356	0	
AP	Avances et acomptes versés sur immobilisations	17	0	0	0	0	
AQ	Immobilisation financières	18					
AR	Titres de participation	19	0	0	0	0	
AS	Autres immobilisations financières	20	70 400	0	70 400	0	
AW	(I)dont H.A.O :Brut	21					
	Net	22					
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE(I)	23	518 874 567	85 959 868	432 914 699	0	
	ACTIF CIRCULANT	24					
BA	Actif circulant H.A.O	25	0	0	0	0	
BB	Stock	26					
BC	Marchandises	27	0	0	0	0	
BD	Matières premières et autres approvisionnements	28	0	0	0	0	
BE	En-cours	29	0	0	0	0	
BF	Produits fabriqués	30	0	0	0	0	
BG	Créances et emplois assimilés	31					
BH	Fournisseurs, avances versées	32	17 275 097	0	17 275 097	0	
BI	Clients	33	0	0	0	0	
BJ	Autres créances	34	88 357 000	0	88 357 000	0	
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT(II)	35	105 632 097	0	105 632 097	0	
	TRESORERIE-ACTIF	36					
BQ	Titre de placement	37	1 509 811 736	0	1 509 811 736	0	
BR	Valeurs à encaisser	38	0	0	0	0	
BS	Banques, chèques postaux, caisse	39	2 713 742 647	0	2 713 742 647	0	
BT	TOTAL TRESORERIE-ACTIF(III)	40	4 223 554 383	0	4 223 554 383	0	
BU	Ecarts de conversion-Actif (perte probable de	41	0		0	0	
BZ	TOTAL GENERAL(I+II+III+IV)	42	4 848 061 047	85 959 868	4 762 101 179	0	

BILAN PASSIF		4		
Désignation de l'entr	ADETIC			
Adresse	N'DJAMENA			
Numéro d'identifica	0	Exercice clos	31/12/2015	Durée (en mois)
				12
Réf	PASSIF (avant répartition)	Ligne	Exercice N	Exercice N - 1
	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	O1		
CA	Capital	O2	0	0
CB	Actionnaires capital non appelé -	O3	0	0
CC	Primes et Réserves	O4		
CD	Primes d'apport, d'émission, de fusion	O5	0	0
CE	Ecart de réévaluation	O6	0	0
CF	Réserves indisponibles	O7	0	0
CG	Réserves libres	O8	0	0
CH	Report à nouveau + ou -	O9	0	0
CI	Résultat net de l'exercice(bénéfice + ou perte-)	10	214 049 191	0
CK	Autres capitaux propres	11		
CL	Subvention d'investissement	12	0	0
CM	Provision réglementées et fonds assimilés	13	0	0
CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES(I)	14	214 049 191	0
	DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMII	15		
DA	Emprunts	16	0	0
DB	Dettes de credit-bail et contrats assimilés	17	0	0
DC	Dettes financières diverses	18	0	0
DD	Provisions financières pour risques et charges	19	0	0
DE	(1) dont H.A.O :	20		
DF	TOTAL DETTES FINANCIERES(II)	21	0	0
DG	TOTAL RESSOURCES STABLES(I+II)	22	214 049 191	0
	PASSIF CIRCULANT	23		
DH	Dettes circulantes H.A.O.et ressources assimilées	24	0	0
DI	Cients, avances reçues	25	0	0
DJ	Fournisseurs d'exploitation	26	66 172 810	0
DK	Dettes fiscales	27	27 333 029	0
DL	Dettes sociales	28	25 849 958	0
DM	Autre dettes	29	4 428 696 191	0
DN	Risques provisionnés	30	0	0
DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	31	4 548 051 988	0
	TRESORERIE-PASSIF	32		
DQ	Banques, crédits d'escompte	33	0	0
DR	Banques, crédits de trésorerie	34	0	0
DS	Banque, découverts	35	0	0
DT	TOTAL TRESORERIE-PASSIF(IV)	36	0	0
DV	Ecart de conversion-passif (gain probable de change) (V)	37	0	0
DZ	TOTAL GENERAL(I+II+III+IV+V)	38	4 762 101 179	0

			5			
Désignation de l'entreprise	ADETIC					
Adresse	N'DJAMENA					
Numéro d'identification	0	Exercice clos le	31/12/2015	Durée (en mois)	12	

COMPTE DE RESULTAT : CHARGES						
Réf.	Rubriques			Exercice N	Exercices N - 1	
	ACTIVITE D' EXPLOITATION		O1			
RA	Achats de marchandises		O2	0	0	
RB	- Variation de stocks (- ou +)		O3	0	0	
	<i>(marge brute sur marchandises voir TB)</i>		O4			
RC	Achat de matières premières et fournitures liées		O5	0	0	
RD	- Variation de stocks (- ou +)		O6	0	0	
	<i>(Marge brute sur matières voir TG)</i>		O7			
RE	Autres achats		O8	23 731 553	0	
RH	- Variation de stocks (- ou +)		O9	0	0	
RI	Transports		10	39 387 895	0	
RJ	Services extérieurs		11	164 209 679	0	
RK	Impôts et taxes		12	15 258 767	0	
RL	Autres charges		13	3 202 836 546	0	
	<i>(Valeur ajoutée voir TN)</i>		14			
RP	Charges de personnel(1)		15	210 113 634	0	
	<i>(1)dont personnel extérieur</i>		16			
RQ	<i>(Excédent brut d'exploitation voir TQ)</i>		17			
RS	Dotations aux amortissements et aux provisions		18	85 959 868	0	
RW	Total des charges d'exploitation		19	3 741 497 942	0	
	<i>(Résultat d'exploitation voir TX)</i>		20			
	ACTIVITE FINANCIERE		21			
SA	Frais financiers		22	0	0	
SC	Pertes de change		23	0	0	
SD	Dotation aux amortissements et aux provisions		24	0	0	
SF	Total des charges financières		25	0	0	
	<i>(Résultat financier voir UG)</i>		26			
SH	Total des charges des activités ordinaires		27	3 741 497 942	0	
	<i>(Résultat des activités ordinaires voir UI)</i>		28			
	HORS ACTIVITES ORDINAIRES(H.A.O.)		29			
SK	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations		30	0	0	
SL	Charges H.A.O		31	0	0	
SM	Dotation H.A.O		32	0	0	
SO	Total des charges H.A.O.		33	0	0	
	<i>(Résultat H.A.O. voir UP)</i>		34			
SQ	Participation des travailleurs		35	0	0	
SR	Impôts sur le résultat		36	0	0	
SS	Total participation et impôts		37	0	0	
ST	TOTAL GENERAL DES CHARGES		38	3 741 497 942	0	
	<i>(Résultat net voir UZ)</i>		39			

Désignation de l'entreprise
Adresse

ADETIC
N'DJAMENA

Numéro d'identification

0

Exercice clos le #####

Durée (en
mois)

12

COMPTE DE RESULTAT : PRODUITS					
Réf	Rubriques			Exercice N	Exercices N - 1
	ACTIVITE D'EXPLOITATION			O1	
TA	Ventes de marchandises			O2	0
TB	MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES	0	0	O3	
TC	Ventes de produits fabriqués			O4	0
TD	Travaux, services vendus			O5	3 932 880 603
TE	Production stockée (ou déstockage) (+ou -)			O6	0
TF	production immobilisée			O7	0
TG	MARGE BRUTE SUR MATIERES	3 932 880 603	0	O8	
TH	Produits accessoires			O9	0
TI	CHIFFRE D'AFFAIRES(1) (TA+TC+TD+TH)	3 932 880 603	0	10	
TJ	(1) dont à l'exploitation			11	
TK	subventions d'exploitation			12	0
TL	Autres produits			13	0
TN	VALEUR AJOUTEE	487 456 163	0	14	
TQ	EXCEDENT BRUT D' EXPLOITATION	277 342 529	0	15	
TS	Reprises de provisions			16	0
TT	Transferts de charges			17	0
TW	Total des produits d'exploitation			18	3 932 880 603
TX	Résultat d'exploitation Bénéfice(+);perte(-)	191 382 661	0	19	
	ACTIVITE FINANCIERE			20	
UA	Revenus financiers			21	22 666 530
UC	Gains de change			22	0
UD	Reprises de provisions			23	0
UE	Transferts de charges			24	0
UF	Total des produits financiers			25	22 666 530
UG	RESULTAT FINANCIER (+ou -)	22 666 530	0	26	
UH	Total des produits des activités ordinaires			27	3 955 547 133
UI	Résultat des activités ordinaires⁽¹⁾(+ou-)	214 049 191	0	28	
UJ	(1) dont impôt correspondant			29	
	HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O)			30	
UK	Produits des cessions d'immobilisations			31	0
UL	produits H.A.O.			32	0
UM	Reprises H.A.O			33	0
UN	Transferts de charges			34	0
UO	Total des produits H.A.O			35	0
UP	RESULTAT H.A.O. (+ou -)	0	0	36	
UT	TOTAL GÉNÉRAL DES PRODUITS			37	3 955 547 133
UZ	Résultat Net Bénéfice(+); perte(-)	214 049 191	0	38	

				7A			
Désignation de l'entreprise	ADETIC						
Adresse	N'DJAMENA						
Numéro d'identification	0	Exercice clos le	31/12/2015	Durée (en mois)	12		
TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)							
Actif et passif) et ramenées à leurs "historiques" (valeurs d'entrée). Procédure à appliquer aux postes BH, BI,							
1 ^{ère} PARTIE : DETERMINATION DES SOLDES FINANCIERS DE L' EXERCICE N							
■ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)							
$\text{CAFG} = \text{EBE} - \text{Charge décaissables restantes} + \text{produits encaissables restants}$							
						} exclusion des cessions d'actif immobil	
				E.B.E.		277 342 529	
(SA)	Frais financier	O1	0	(IT)	Transferts de charges d'exploitation	0	
(SC)	Pertes de charge	O2	0	(UA)	Revenus financiers	22 666 530	
(SL)	Charges HAO	O3	0	(UE)	transferts de charges financières	0	
(SQ)	Participation	O4	0	(UC)	Gains de change	0	
(SR)	Impôts sur résultat	O5	0	(UL)	Produits H.A.O.	O6	0
				(UN)	Transferts de charges H.A.O.	O7	0
Total(I)		O8	0	Total (II)		300 009 059	
CAFG : Total (II) - Total (I) =		O9	300 009 059	(N-1):	0		
AUTOFINANCEMENT (A.F.)							
AF = CAFG - Distributions de dividendes dans l'exercice (1)							
AF =		10	300 009 059	-	0	=	300 009 059
Résultat succursale					0	(N-1):	0
VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)							
Var. B.F.E. = Var. stocks ⁽²⁾ + Var. Créances ⁽²⁾ + var. dettes circulantes ⁽²⁾							
Variation des stocks : N - (N-1)				EMPLOIS		Ressources	
				augmentation (+)		diminution (-)	
(BC)	Marchandises	11	0	ou	0		
(BD)	Matières premières	12	0	ou	0		
(BE)	En cours	13	0	ou	0		
(BF)	Produits fabriqués	14	0	ou	0		
(A)	Variation globale nette des stocks	15	0	ou	0		
(1) Dividendes <u>mis</u> en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividendes							
(2) A l'exclusion des éléments HAO							

